

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'ai le plaisir d'annoncer à mon honorable ami que le ministère de la Défense nationale n'a pas l'intention de fermer la station de l'ARC située à Summerside. Nous continuerons d'en avoir besoin pour nos opérations de l'Atlantique. La collaboration que la population de l'île accorde à l'Aviation canadienne nous est une source de vive satisfaction. Nous lui en savons gré et je suis heureux de pouvoir dire à l'honorable représentant que la base sera maintenue.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Monsieur l'Orateur, je vais poser ma question au leader de la Chambre, car je ne sais pas au juste à quel ministre la poser. Le départ de la délégation de l'OTAN a été retardé de sept heures. En effet, nous allons partir à 10 heures et cinq. Est-ce à cause de l'ouragan Ginny qui fait rage au-dessus de l'Atlantique ou bien de l'ouragan qui a frappé la Chambre hier soir?

L'hon. J. W. Pickersgill (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas très au courant de cette affaire. Je ne connais pas la raison du retard, mais j'aime à croire que c'est parce que les députés commencent à se rendre compte que leur premier devoir est d'être à la Chambre.

LE LOGEMENT

S.C.H.L.—ON AURAIT AUGMENTÉ LES LOYERS À LA SUITE DU RELÈVEMENT DE PENSION

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais

poser une question au ministre du Revenu national. Y a-t-il quelque fondement aux réclamations que nous avons reçues et d'après lesquelles la Société centrale d'hypothèques et de logement relèverait ses loyers? Ces augmentations seraient directement reliées au relèvement du montant des pensions de vieillesse.

L'hon. J. R. Garland (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je voudrais remercier mon très honorable ami pour avoir bien voulu me faire tenir préavis d'une question sur l'ensemble du problème, mais non point cependant sur le point plus précis qu'il vient de me signaler. Si mon honorable ami voulait la consulter je pourrais lui communiquer la liste que j'ai sous les yeux; elle énumère les régions où les augmentations en cause ont été appliquées depuis le 15 juin dernier, couvrant ainsi la période dont il est question dans le préavis de mon très honorable ami. Je suis heureux de l'informer que la majorité de ces augmentations est automatique, et découle du relèvement des impôts municipaux.

Compte tenu de l'abondance des détails en ce qui concerne les lieux, les montants et les motifs invoqués dans chaque cas, je me demande si mon honorable ami me permettrait de déposer la liste sur le Bureau de la Chambre?

Le très hon. M. Diefenbaker: Peut-être pourrait-on la faire publier au harsard? Elle constituerait ainsi une partie de la réponse, et cela nous permettrait de gagner du temps.

M. l'Orateur: La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord!

[Note de l'éditeur: Voici le document en question, page 4348.]